

ÉVALUER LA SÉPARATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

Rapport de synthèse sur le projet pilote
République démocratique du Congo

*Méthode d'estimation basée
sur une population*

Juillet-août 2014



Lindsay Stark, Beth Rubenstein,
Hani Mansourian et Craig Spencer
(École de santé publique Mailman, université de Columbia),
Anna Skeels (Save the Children)

Remerciements

Ce projet pilote en République Démocratique du Congo (RDC) est un volet du projet global intitulé Évaluer la séparation dans les situations d'urgence, financé par le Bureau de l'USAID pour les secours d'urgence en cas de catastrophe à l'étranger (OFDA). Le projet global est mis en œuvre par Save the Children en partenariat avec l'université de Columbia et l'université Johns Hopkins et dirigé par un groupe consultatif interinstitutions.

Le travail faisant l'objet du présent rapport a été coordonné et géré par Save the Children. L'université de Columbia joue le rôle de chef de file intellectuel et méthodologique en ce qui concerne la méthode d'estimation basée sur une population. Ce projet pilote a été réalisé en collaboration avec Save the Children en RDC et son organisation partenaire PAMI (Programme d'Appui à la Lutte contre la Misère), et assisté par le sous-cluster de Protection de l'enfant au Nord-Kivu.

Le projet pilote n'aurait pu être possible sans l'autorisation et le soutien de Heather Kerr, directrice de pays de Save the Children en RDC, ni sans l'assistance technique et la collaboration de son équipe à Goma. Nous tenons particulièrement à remercier: Moise Liboto et Francis Ntessani; Calvin Bita Tshombe, Boniface Kitumba, Pamela Embee, Clement Mugabo, Marie Pierre Sifakavira et l'équipe de Protection de l'enfant; Pascal Mugaruka et ses collègues du service des Finances; Desire Nzey des Ressources Humaines; Rindra Andrianaivo et son équipe de Logistique; ainsi que Therese Murekatete, Colette Chiza et Claudine Faïda du service Administration. Nous remercions également l'équipe de Save the Children à la base de Maisisi d'avoir assuré notre sécurité.

Nous sommes reconnaissants à l'organisation non gouvernementale locale PAMI pour le soutien qu'elle nous a apporté, et en particulier à Joachim Fikiri Kifungo, Gustave Mugunga et Bienfait Mutabazi. Les agents de terrain de PAMI Jeremie Namusifu, Madiadi Kolu, Sylvain Buligbo et Rosine Rubangiza ont joué un rôle essentiel en nous présentant aux communautés des villages et des camps et en nous aidant à la collecte des données sur le terrain. Nous remercions particulièrement notre équipe dévouée d'enquêteurs et d'interprètes congolais, à savoir: Fiston Bomua Nongo, Serge Sengoma Bahati, Charly Lupaya Salumu, Gisele Ombeni Bikuba, Lazare Kikuni Simaili, Rachel Mastajabu, Amini James Kakule Ndongholi, Josselin Bandu Mikindo, Papy Longe Okoma, Watt Habimama Bitariho, David Mustebwa Bazungu, Shelu Baula Samunane, David Mwira et Luvango Kabuo Stephanie. Le rôle d'interprète joué par Petra Kalasa nous a été très utile tout au long de cette enquête pilote.

Les efforts considérables fournis par Eva Noble et Makini Chisolm-Straker, étudiantes en maîtrise à l'université de Columbia, ont contribué à l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données pour ce projet pilote.

Enfin, nous sommes reconnaissants aux membres du groupe consultatif du projet pour leur soutien et leurs conseils stratégiques et pour leur contribution au projet: Monika Sandik-Nylund (HCR), Mathilde Bienvenu, Claudia Cappa et Ibrahim Sesay (HCR), Florence Martin (Better Care Network), Mark Canavera (CPC Learning Network) et Jessica Lenz (InterAction).

SOMMAIRE

Résumé

1

Informations générales

3

Informations contextuelles
sur le projet pilote

5

Conception et méthodes

6

Résultats

9

Apprentissage et implications

14



Résumé

La famille est l'unité élémentaire de protection des enfants dans la société et, dans presque tous les cas, constitue le meilleur environnement pour répondre à leurs besoins de développement. Un enfant non accompagné¹ ou séparé² est donc très vulnérable et exposé à un risque plus important de violence, de maltraitance, d'exploitation ou de négligence.

La recherche d'une solution de placement provisoire offrant à l'enfant protection et soutien, et les activités de recherche et de réunification familiales pour lui permettre de rejoindre sa famille le plus tôt possible, font partie des interventions de protection les plus importantes pouvant être entreprises par les acteurs humanitaires dans une situation d'urgence.

Le projet Évaluer la séparation dans les situations d'urgence est une initiative interinstitutions financée par le Bureau de l'USAID pour les secours d'urgence en cas de catastrophe à l'étranger (OFDA) et coordonnée par Save the Children, en partenariat avec l'université de Columbia et l'université Johns Hopkins. Il est en outre dirigé par un groupe consultatif interinstitutions comprenant des membres du Groupe de travail interinstitutions sur les enfants non accompagnés et séparés et de l'Équipe spéciale de mesure et d'estimation du Groupe de travail mondial sur la protection de l'enfant (GTPE). L'objectif global du projet d'évaluation de la séparation dans les situations d'urgence est de renforcer les programmes de réponse aux urgences pour les enfants non accompagnés et séparés en mettant au point des outils pratiques, testés sur le terrain, permettant de renforcer l'estimation de l'ampleur et de la nature de la séparation dans les situations d'urgence.

Trois méthodes d'évaluation de la séparation dans les situations d'urgence sont actuellement étudiées sur la base de recherches documentaires et de consultations approfondies:

1. **Méthode de projection:** cette méthode vise à utiliser les données démographiques existantes sur un lieu défini, conjointement avec les données empiriques provenant d'urgences comparables, afin de générer des modèles de profils des risques auxquels sont exposés les enfants non accompagnés et séparés, caractérisant certains types et phases d'urgences. Ces projections sont ensuite testées et validées par rapport aux données réelles relatives à des urgences existantes ou en évolution.
2. **Méthode d'estimation basée sur une population:** cette méthode vise à fournir une estimation, basée sur une population, de la fréquence, du nombre et des caractéristiques de base des enfants non accompagnés et séparés dans une zone définie, touchée par une même urgence, à un moment donné.
3. **Méthode de surveillance basée dans la communauté:** cette méthode incorpore un système de surveillance communautaire capable de mesurer au fil du temps, de manière continue et permanente, les tendances de la fréquence et des caractéristiques de base des enfants non accompagnés et séparés dans des zones définies.

¹ Les enfants séparés sont des enfants qui, selon la définition de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies (CDE) se trouvent séparés de leurs deux parents ou de la personne qui était initialement chargée, selon la loi ou la coutume, de subvenir à leurs besoins, mais qui ne sont pas nécessairement séparés d'autres membres de leur famille. Ils peuvent donc compter les enfants accompagnés par d'autres membres adultes de leur famille.

² Les enfants non accompagnés (parfois appelés «mineurs non accompagnés») sont des enfants qui, selon la définition de la CDE, se trouvent séparés de leurs deux parents et d'autres membres de leur famille, et qui ne sont pris en charge par aucun adulte à qui la loi ou la coutume attribue la responsabilité de s'occuper d'eux.

Le présent document rend compte de l'essai sur le terrain de la méthode d'estimation basée sur une population (ou «méthode d'estimation») au Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC). La méthode d'estimation a été utilisée pour estimer l'ampleur et les caractéristiques fondamentales de la séparation provoquée par la prise de Goma par le groupe armé M23 en décembre 2012, qui a également affecté le territoire voisin de Nyiragongo. Le projet pilote a été réalisé de juillet à août 2014.

La collecte des données pour ce projet pilote a essentiellement été réalisée à l'aide de l'outil **d'enquête par grappes basée sur une population**. Au total, 20 sites ou «clusters» (villages et camps de personnes déplacées internes (PDI)) ont été sélectionnés de manière aléatoire dans une liste de sites accessibles et sûrs dans la zone touchée par l'urgence (Goma et Nyiragongo). Un échantillonnage aléatoire systématique a ensuite été effectué pour sélectionner 25 ménages à étudier dans chaque cluster. Conscients du fait qu'une enquête auprès de 20 clusters comprenant 25 ménages pouvait parfois nécessiter des ressources trop importantes dans une situation d'urgence, nous avons également testé une technique appelée la **méthode de voisinage**. Cette méthode facilite la collecte d'informations sur plusieurs individus à travers une enquête unique en demandant aux personnes interrogées de rendre compte également de la situation de leurs voisins. Dans le projet pilote, 522 ménages primaires ont été interrogés au total, y compris 414 ménages dans des villages et 108 ménages dans des camps de PDI. Chaque ménage a également donné des informations sur deux ménages voisins les plus proches. Des **entretiens avec des informateurs clés** avec des enfants non accompagnés et séparés ont également été utilisés comme méthode de collecte de données dans le projet pilote pour ajouter des informations qualitatives aux données d'enquête sur la séparation.

Dans l'échantillon de 2 197 enfants vivant chez les personnes interrogées au moment du recueil des données, 8,47% (n=186) étaient des enfants séparés, récemment arrivés dans le ménage depuis l'attaque du M23. Dans l'échantillon de 2 034 enfants vivant chez les personnes interrogées avant l'attaque du M23, 5,31% (n=108) avaient depuis quitté le ménage et avaient donc été séparés de leurs parents ou des personnes qui en avaient habituellement la charge.

Les caractéristiques des arrivées d'enfants ('arrivées') et des départs d'enfants ('départs') diffèrent de plusieurs manières frappantes. Par exemple, comparativement aux départs, les arrivées incluent une proportion beaucoup plus importante d'enfants très jeunes (0-4 ans). De plus, la plupart des arrivées sont des séparations involontaires, au moins partiellement liées au décès de parents ou de membres de la famille. En revanche, les départs comprennent une plus forte proportion d'enfants plus âgés (15-17 ans) et, dans de nombreux cas, le départ ferait partie d'un processus décisionnel intentionnel.

La situation dans les camps pourrait mériter une attention particulière, mais n'ayant interrogé que 108 ménages dans quatre camps, il nous est difficile de tirer des conclusions de nos données. De plus, étant donné la longue «période de rappel» entre l'évaluation de «l'événement» d'urgence (la prise de Goma par le M23 en décembre 2012) et la collecte des données (juillet-août 2014), la description de la séparation liée à «l'événement» d'urgence spécifique risque de manquer de précision.

Une analyse statistique supplémentaire des données d'enquête permet d'estimer la fiabilité de la méthode de voisinage. Les résultats indiquent que les répondants primaires ont éprouvé des difficultés à rendre compte avec fiabilité de la situation des ménages voisins, en raison par exemple de la «lassitude» des répondants. Celle-ci pourrait être évitée en réduisant le nombre de voisins dont ils doivent décrire la situation.

Dans un exercice visant à déterminer si les adultes ou les adolescents étaient les répondants les plus fiables, c'est-à-dire mieux à même de rendre compte d'événements principalement liés à leur propre ménage, il a été découvert qu'il n'y avait globalement aucune différence statistiquement significative entre les données recueillies auprès d'adultes et celles recueillies auprès d'adolescents dans ce contexte de projet pilote.

Autres enseignements tirés de l'essai de la méthode d'estimation au Nord-Kivu, ayant des implications sur d'autres essais sur le terrain et sur le développement de cette méthode: (1) la nécessité de tester la méthode d'estimation dans un contexte d'extrême urgence avec une période de rappel beaucoup plus courte; (2) l'utilisation de tablettes pour l'enregistrement électronique des données, en raison de la pression pour produire des résultats à temps dans un contexte d'extrême urgence; (3) la nécessité d'avoir une enquête suffisamment «alimentée» pour permettre la ventilation par lieu/site, par exemple par village et par camp (selon le contexte du projet pilote); (4) la nécessité d'interroger les répondants sur un voisin au lieu de deux, pour réduire le temps de l'entretien et éviter la lassitude des répondants; et (5) la nécessité d'envisager une méthode supplémentaire pour rendre compte de l'existence et de l'ampleur des mouvements d'enfants dans des lieux de prise en charge institutionnelle en raison de l'urgence.

Informations générales

La communauté humanitaire possède une vaste expérience et une large expertise dans le domaine de l'aide aux enfants non accompagnés et séparés. Toutefois, le manque de données solides sur les enfants non accompagnés et séparés dans les situations d'urgence fait qu'il est extrêmement difficile de:

- générer un financement adéquat, en temps opportun
- concevoir et de mettre en œuvre les programmes les plus appropriés
- renforcer les systèmes adéquats de protection de l'enfant et influencer les politiques et lois nationales et internationales relatives à la séparation.

Les méthodes actuelles, tout en répondant aux besoins généraux d'estimation rapide, ne parviennent pas à fournir suffisamment de données nuancées et représentatives permettant d'affirmer, de manière fiable, combien d'enfants sont non accompagnés ou se trouvent séparés lors d'une urgence, ou permettant de bien comprendre les causes de la séparation, les besoins des enfants séparés et l'évolution de la situation de séparation au fil du temps.

Save the Children, l'université de Columbia, l'université Johns Hopkins et les membres d'un groupe consultatif interinstitutions issu du Groupe de travail interinstitutions sur les enfants non accompagnés et séparés et de l'équipe spéciale d'évaluation mondiale collaborent sur l'évaluation plus efficace de la séparation familiale dans les situations d'urgence.

Ensemble, nous visons à renforcer les programmes de réponse aux urgences pour les enfants non accompagnés et séparés en élaborant des méthodes pratiques et rationnelles sur le plan méthodologique, pouvant être utilisées dans la majorité des contextes d'urgence pour mesurer et estimer l'ampleur et la nature de la séparation.

Dès le début du projet, quatre questions clés (sur toutes les phases d'une urgence) ont fourni un cadre de discussion général sur l'orientation souhaitée de ces nouvelles méthodes de mesure:

1. Combien d'enfants non accompagnés et séparés existe-t-il?
2. Où sont les enfants non accompagnés et séparés à présent; d'où viennent-ils; où vont-ils?
3. Quelles sont les causes de la séparation familiale, quels enfants y sont les plus vulnérables et pourquoi?
4. Quels sont les principaux besoins d'aide des enfants non accompagnés et séparés?
À quels risques sont-ils exposés sur le plan de la protection?

Suite à une recherche documentaire, à la consultation de diverses parties prenantes, à la contribution technique en matière de protection de l'enfant du Groupe consultatif et aux conseils des universités de Columbia et Johns Hopkins sur les méthodologies appropriées, un consensus a été obtenu sur les approches méthodologiques à explorer lors de l'atelier de lancement de la méthodologie. Les participants sont convenus qu'il serait important de se concentrer, en priorité, sur l'estimation ou le recensement des enfants non accompagnés et séparés, mais que les questions qualitatives (par exemple sur les causes de la séparation et les besoins des enfants non accompagnés et séparés) seraient également abordées dans toute la mesure du possible. Trois méthodes sont actuellement étudiées:

1. **La méthode de projection:** cette méthode vise à utiliser les données démographiques existantes sur un lieu défini, conjointement avec les données empiriques provenant d'urgences comparables, afin de générer des modèles de profil des risques auxquels sont exposés les enfants non accompagnés et séparés, caractérisant certains types et phases d'urgences. Ces projections sont ensuite testées et validées par rapport aux données réelles relatives à des urgences existantes ou en évolution.
2. **La méthode d'estimation basée sur une population:** cette méthode vise à fournir une estimation, basée sur une population, de la fréquence, du nombre et des caractéristiques de base des enfants non accompagnés et séparés dans une zone définie, touchée par une même urgence, à un moment donné.
3. **La méthode de surveillance basée dans la communauté:** cette méthode incorpore un système de surveillance communautaire capable de mesurer au fil du temps, de manière continue et permanente, les tendances de la fréquence et des caractéristiques de base des enfants non accompagnés et séparés dans des zones définies.

Le présent rapport est axé sur la méthode d'estimation basée sur une population, élaborée par l'université de Columbia, et sur l'essai de cette méthode au Nord-Kivu en RDC, pendant la période de juillet à août 2014. Ce projet pilote a été organisé par Save the Children avec l'aide de son organisation partenaire PAMI (*Programme d'Appui à la Lutte Contre la Misère*) et du sous-cluster de Protection de l'enfant au Nord-Kivu.

Informations contextuelles sur le projet pilote

La guerre en République démocratique du Congo, qui dure depuis cinq ans, a officiellement pris fin le 29 juin 2003, mais les combats se poursuivent dans l'Est et terrorisent la population civile. Depuis avril 2009, l'armée congolaise, soutenue par MONUSCO, a mené des offensives contre les groupes armés au Nord-Kivu, notamment contre le nouveau mouvement d'opposition M23. Ce conflit a provoqué et continue de provoquer un déplacement interne important et fréquent au Nord-Kivu, et la séparation familiale est un sujet de préoccupation humanitaire de premier plan. Les enfants non accompagnés et séparés qui vivent éloignés des personnes chargées de subvenir à leurs besoins et qui cherchent indépendamment des moyens de survivre en RDC de l'Est peuvent, par exemple, devenir victimes du travail des enfants, de violences sexuelles et sexistes (VSS) et de maltraitance ou être recrutés de force par les groupes armés.

Save the Children agit directement par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales locales et avec des organisations internationales partenaires pour tenter de résoudre le problème de la séparation familiale au Nord-Kivu. La programmation comprend des activités de recherche et de réunification familiales ainsi que la sensibilisation et la prévention de la séparation. Au niveau stratégique, la coordination se fait par le biais du *sous-cluster* de protection de l'enfant au Nord-Kivu. La RDC représente donc un contexte très approprié pour l'essai de méthodes visant à mesurer plus efficacement la séparation familiale dans les situations d'urgence.

L'essai de la méthode d'estimation a eu lieu sur 20 sites, dont des villages et des camps de PDI, à Goma et sur le territoire de Nyiragongo voisin. La séparation familiale a été mesurée dans le contexte de «l'événement» d'urgence, c'est-à-dire la prise de Goma par le groupe M23 en décembre 2012, et de son impact dans la région environnante.

Figure 1: Le Nord-Kivu en RDC



Conception et méthodes

Cette méthode d'estimation a pour objectif de fournir une estimation, basée sur une population, de la fréquence, du nombre et des caractéristiques de base des enfants non accompagnés et séparés dans une zone définie, touchée par une même urgence, à un point et à un moment donnés.

Bien que la **Boîte à outils de l'évaluation rapide de la protection de l'enfant**, dont l'utilisation dans toutes les situations d'urgence a été approuvée par le Groupe mondial de travail sur la protection de l'enfant (GTPE), rassemble des données indicatives sur la séparation familiale, ces données sont essentiellement qualitatives et fournissent une estimation du nombre d'enfants non accompagnés et séparés faite par des informateurs clés dans un petit nombre de sites. Ces données ne peuvent donc être extrapolées à la région touchée par l'urgence ou à la population d'enfants non accompagnés et séparés dans son ensemble. La méthode d'estimation basée sur une population vise à combler cette lacune dans la mesure efficace de la séparation dans les situations d'urgence. Elle est complémentaire aux approches et aux outils d'estimation et de mesure existants.

Le «profil» des données sur les enfants non accompagnés et séparés qui seront recueillies à l'aide de la méthode d'estimation basée sur une population comprend:

- Le nombre total et la fréquence des cas d'enfants non accompagnés et séparés
- L'âge
- Le sexe
- Les enfants non accompagnés/séparés
- La séparation intentionnelle/accidentelle (comme indicateur indirect des besoins)
- Le lieu/la zone
- La séparation primaire/secondaire
- La situation parentale
- La situation de prise en charge (avec qui ils habitent)
- Le contexte de camp ou autre
- La situation/le site/les conditions de logement

Ces données sont collectées par une **enquête par grappes basée sur une population**. Les enquêtes basées sur une population sont des enquêtes dans lesquelles un échantillon aléatoire de ménages (ou d'individus) est choisi et utilisé pour représenter une population étudiée plus large.

Une **enquête par grappes à deux degrés** a été utilisée pour recueillir des données démographiques pendant le projet pilote en RDC. Des **méthodes de recherche qualitatives et formatives** (par exemple des **entretiens avec des informateurs clés**) ont tout d'abord été utilisées avant la phase principale de collecte de données pour éclairer et contextualiser l'enquête. En fonction des résultats obtenus, les adultes (si possible femmes chefs de ménage) ont été sélectionnés comme répondants primaires à l'enquête.

Il a été estimé que le test nécessiterait 20 clusters (ou sites, par exemple des villages, des camps de PDI) comprenant chacun 25 ménages pour détecter une fréquence de 5% de la séparation familiale dans une population de 10 000 habitants. Ce calcul a supposé une précision (limites de confiance) de 1,5%. Vingt *clusters* ont été sélectionnés de manière aléatoire dans une liste de sites accessibles et sûrs dans les zones touchées par l'urgence (Nyiragongo et Goma); chaque site a été visité et «cartographié», avec l'aide de membres de la communauté. Un échantillonnage aléatoire systématique a ensuite été effectué pour sélectionner les 25 ménages de l'enquête pour chaque cluster.

Conscients du fait qu'une enquête de 20 clusters comprenant chacun 25 ménages pouvait parfois nécessiter des ressources trop importantes dans une situation d'urgence, nous avons décidé de tester également en RDC une technique visant à réduire la taille de l'échantillon. Nous avons utilisé un type **d'échantillonnage par réseau**, connu sous le nom de **méthode de voisinage**³. Cette méthode facilite la collecte d'informations sur plusieurs ménages à travers une enquête unique en demandant aux personnes interrogées de rendre compte également de la situation de leurs voisins. Dans le projet pilote au Nord-Kivu, nous avons interrogé chaque répondant à l'enquête sur son propre ménage ainsi que sur les ménages de ses deux voisins les plus proches.

Étant donné que les enfants séparés et non accompagnés peuvent vivre dans un ménage ou en dehors d'un ménage (dans une institution, dans la rue, avec un groupe armé), une enquête traditionnelle auprès des ménages exclura nécessairement un segment de la population étudiée. Ce problème a été partiellement résolu en rendant compte de deux populations d'enfants distinctes. Nous avons en premier lieu mesuré les **arrivées**, définies comme les enfants séparés ou non accompagnés qui ont commencé à vivre dans le ménage échantillonné à une date quelconque après décembre 2012 (mois marquant la prise de Goma par le M23, ou «événement» d'urgence). Puis nous avons mesuré les **départs**, définis comme les enfants qui ont quitté le ménage échantillonné depuis décembre 2012 et qui se sont trouvés séparés de la personne habituellement responsable d'eux. Les départs pouvaient inclure des enfants vivant en dehors des ménages.

Les questions de l'enquête ont été élaborées dans le but de renseigner sur la composition des ménages en général, plutôt que sur les enfants séparés en particulier. Cette approche était censée réduire le biais des répondants au cas où ils auraient eu un intérêt à surestimer ou sous-estimer le véritable nombre d'enfants non accompagnés et séparés.

³ Stark, L, Warner, A, Lehmann, H, Boothby, N, et Ager, A. Measuring the incidence and reporting of violence against women and girls in Liberia using the 'neighborhood method' (*Mesurer l'incidence et la documentation de la violence à l'encontre des femmes et des filles au Libéria en utilisant la méthode de voisinage*). Conflict and Health, 7(1), 20-20, 2013

Pour remplir le formulaire d'enquête, un instrument de collecte de données a été mis au point permettant aux enquêteurs d'utiliser des cartes vierges pour représenter par le dessin chaque membre du ménage. Les cartes étaient codées par couleur selon que le membre du ménage était présent avant ou après l'événement d'urgence, ou aussi bien avant qu'après l'événement. Les cartes amenaient ensuite l'enquêteur à poser des questions sur le sexe et l'âge de chaque membre du ménage, à demander quelle était sa relation avec le chef du ménage et si la personne était encore vivante. Les cartes ont ensuite été «cartographiées» sur une feuille de papier pour représenter clairement la composition des ménages et les changements intervenus dans le contexte de «l'événement» d'urgence. Lorsque des enfants étaient identifiés comme «arrivées» ou «départs» (donc potentiellement comme des enfants non accompagnés et séparés), l'enquêteur posait des questions additionnelles sur leurs circonstances et demandait aux répondants de remplir des formulaires supplémentaires. Le même processus a été utilisé pour obtenir des informations sur les trois ménages étudiés.

Conjointement avec l'enquête démographique basée sur une population, des **entretiens avec des informateurs clés** et des **discussions de groupe** ont été effectués sur des sites d'enquête sélectionnés en vue de trianguler, compléter et qualifier les données quantitatives obtenues. Des entretiens ont été menés avec des chefs de village et des représentants de comité de camp sur 17 des 20 sites d'enquête. Six discussions de groupe ont eu lieu avec des groupes de 8 à 10 enfants non accompagnés et séparés, âgés de 13 à 17 ans.

Résultats

Des enquêtes ont été menées auprès de 522 ménages primaires dans le territoire de Nyiragongo et à Goma, y compris 414 ménages dans des villages et 108 ménages dans des camps. Dans l'échantillon de 2 197 enfants vivant chez les personnes interrogées au moment du recueil des données, 8,47% (n=186) étaient des enfants séparés, arrivés dans le ménage depuis l'attaque du M23. Dans l'échantillon de 2 034 enfants vivant chez les personnes interrogées avant l'attaque du M23, 5,31% (n=108) d'enfants avaient depuis quitté le ménage et avaient été séparés de leurs parents ou des personnes qui en avaient habituellement la charge.

Tableau 1: Fréquence de la séparation familiale dans les ménages primaires

	Arrivées			Départs		
	N	Fréquence	95% IC	N	Fréquence	95% IC
Séparation (globale)	186/2 197	8,47%	(7,34-9,71)	108/2 034	5,31%	(4,38-6,38)
Dans les villages	164/1 809	9,07%	(7,78-10,48)	60/1 635	3,67%	(2,81-4,70)
Dans les camps	22/388	8,47%	5,67%	48/399	12,03%	(9,00-15,63)
Non accompagnés	41/2 197	1,87%	(1,34-2,52)	11/2 034	0,54%	(0,27-0,97)

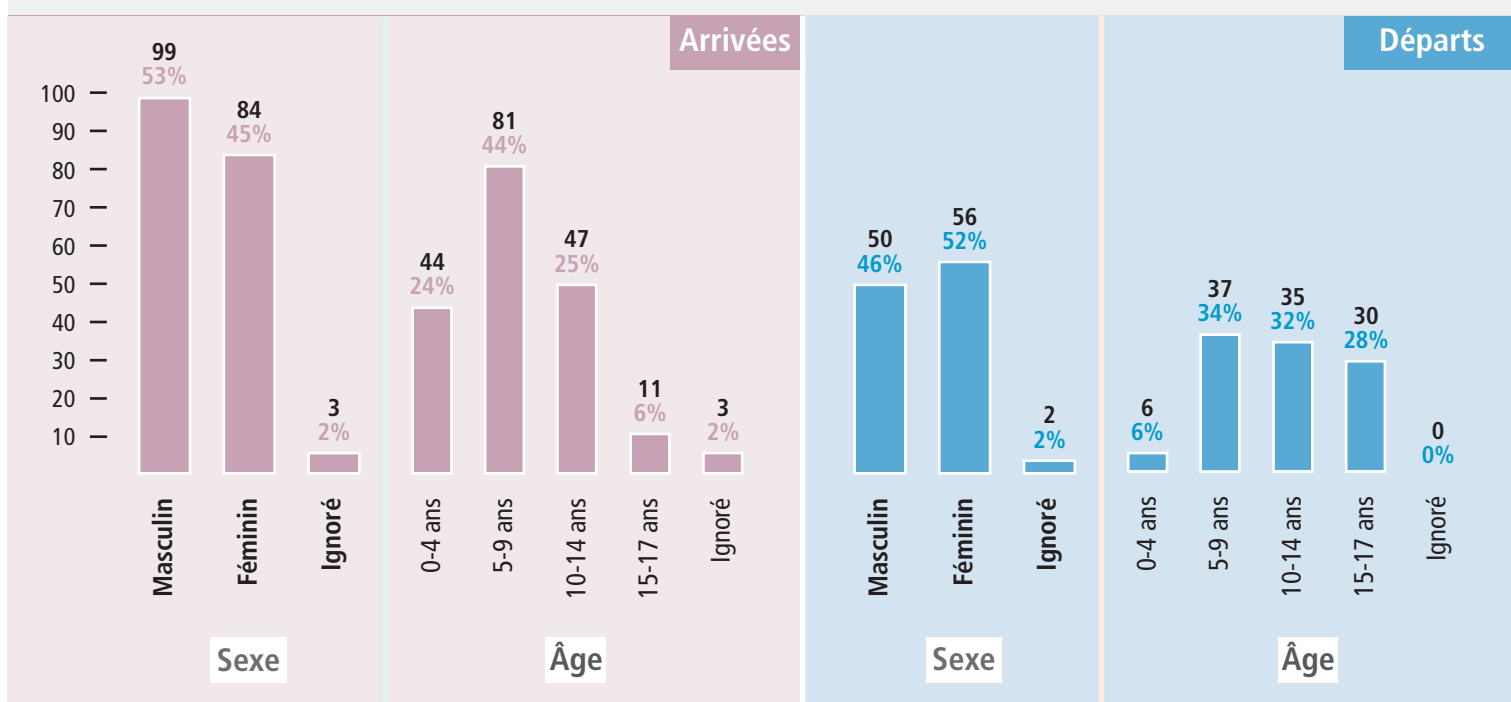
Arrivées

Dans l'échantillon de 2 197 enfants vivant chez les personnes interrogées au moment du recueil des données, 8,47% (n=186) étaient des enfants séparés, arrivés dans le ménage depuis l'attaque du M23 en décembre 2012. 1,87% (n=41) de tous les enfants se trouvant dans les ménages primaires étaient non accompagnés, ce qui signifie qu'ils vivaient seuls ou avec des adultes ne faisant pas partie de leur famille. Ces 41 enfants non accompagnés représentent 22% des 186 arrivées d'enfants séparés. Ce nombre est une sous-estimation du nombre total d'enfants non accompagnés, car les ménages dirigés par des enfants, qui sont, par définition, des enfants non accompagnés, étaient exclus de notre échantillon pour des raisons déontologiques (voir Tableau 1)⁴.

⁴ NB: par souci de clarté, les pourcentages sont donnés avec un ou deux chiffres après la virgule et, en conséquence, ne donnent pas toujours un total de 100 %.

Parmi les 186 arrivées d'enfants séparés, les enfants de sexe masculin étaient légèrement plus nombreux que les enfants de sexe féminin (53% contre 45%). Le groupe d'âge le plus important était celui des 5-9 ans (44%), suivi des 10-14 ans (25%) et des 0-4 ans (24%). Seulement 6% des arrivées d'enfants séparés étaient des enfants de 15-17 ans (voir Figure 2). Les enfants qui arrivaient étaient le plus fréquemment apparentés au chef du ménage qu'ils rejoignaient: nièces ou neveux (34%) ou petits enfants (28%), les autres liens familiaux constituant 13%. 4% des arrivées étaient des voisins du ménage et 18% n'avaient aucun lien (voir Figure 3).

Figure 2: Caractéristiques de base des enfants séparés dans les ménages primaires



La grande majorité des arrivées (76%) étaient décrites comme séparations involontaires. Le décès des parents ou de membres de la famille était de loin la raison de la séparation la plus courante parmi les arrivées, et 73% des personnes interrogées l'ont citée comme l'un des facteurs contribuant à la séparation. Les autres facteurs cités étaient entre autres la sécurité (10%), l'insécurité alimentaire (9%), le logement (9%), la pauvreté (6%), la fuite (6%) et le conflit (6%). Chacun des facteurs suivants: le travail, l'école, la maladie et le mariage, n'a été cité que par 1% des répondants. Notez que ces chiffres représentent le pourcentage d'enfants pour lesquels un facteur particulier a été cité. Dans certains cas, la séparation est due à de nombreuses raisons (voir Figures 4 et 5).

Les résultats ont également été ventilés par situation de camp et autre. La fréquence des arrivées d'enfants séparés dans les camps était légèrement plus faible que la fréquence des arrivées dans d'autres contextes (5,67% contre 9,07%), mais il était difficile de tirer des conclusions de ces données car sur l'échantillon total de 2,197 enfants, seuls 388 vivaient dans des camps (18%).

Départs

Dans l'échantillon de 2 034 enfants vivant chez les répondants primaires avant l'attaque du M23 de décembre 2012, 5,31% (n=108) d'enfants avaient été séparés de leur famille et avaient quitté leurs parents ou les personnes qui en avaient habituellement la charge. 0,54 % (n=11) des enfants dans les ménages primaires ont été identifiés comme non accompagnés, ce qui signifie qu'ils vivaient seuls ou avec des adultes ne faisant pas partie de leur famille. Ces 11 enfants non accompagnés représentent 10% des 108 départs d'enfants séparés. Il est important de noter que le type de prise en charge de 24% de ces 108 enfants était inconnu ou n'a pas été signalé au moment de la collecte des données. Ces enfants sont probablement des enfants non accompagnés, mais il a été impossible de le confirmer avec nos méthodes.

Parmi les 108 départs d'enfants séparés, les enfants de sexe féminin étaient légèrement plus nombreux que les enfants de sexe masculin (52% contre 46%). Le groupe d'âge le plus important était celui des 5-9 ans (34%), suivi des 10-14 ans (32%) et des 15-17 ans (28%). Seulement 6% des départs d'enfants séparés étaient des enfants de 0-4 ans. En d'autres termes, comparativement aux arrivées d'enfants séparés, les départs avaient tendance à être ceux d'enfants plus âgés (voir Figure 2). Les départs étaient le plus fréquemment ceux d'enfants appartenant au chef du ménage qu'ils quittaient (44%), et les autres départs étaient presque toujours ceux d'enfants apparentés au ménage. Seulement 5% des départs étaient ceux d'enfants qui n'étaient pas apparentés au chef du ménage qu'ils quittaient (voir Figure 3).

Un peu moins de la moitié des départs (48%) ont été décrits comme attendus ou volontaires. L'insécurité alimentaire était la raison de séparation la plus fréquente parmi les départs et 43% des répondants ont cité cette raison comme l'un des facteurs contribuant à la séparation. Les autres facteurs déclencheurs étaient entre autres la pauvreté (23%), le décès des parents (18%), la fuite (17%), la sécurité (14%), le logement (10%), le travail (6%), le conflit (6%) et l'école (5%). Le mariage n'a été cité comme raison de départ que dans un cas. Ici aussi, ces chiffres représentent le pourcentage des enfants pour lesquels un facteur particulier a été cité. Dans certains cas, la séparation est due à de nombreuses raisons. Aucune raison n'a été enregistrée dans 17% des cas.

Au moment de la collecte des données, de nombreux enfants ayant quitté le ménage étaient pris en charge par un grand-parent (33%), une tante ou un oncle (16%) ou par un autre membre de la famille (15%). Toutefois, certains enfants étaient pris en charge par des amis (6%), des employeurs (2%), des orphelinats (2%) ou d'autres personnes n'ayant aucun lien familial avec eux (2%). Dans 24% des départs, le type de prise en charge de ces enfants était ignoré (voir Figures 4, 5 et 6).

Les résultats ont également été ventilés par contexte de camp et autre. La fréquence des départs d'enfants séparés était beaucoup plus importante dans les camps que dans les autres contextes (12,03% contre 3,67%). Ici aussi, l'échantillon d'enfants vivant dans des camps était de petite taille (20% des 2,034 enfants) et nos estimations sont en conséquence d'une précision limitée.

Figure 3: Lien des enfants séparés avec le chef de ménage

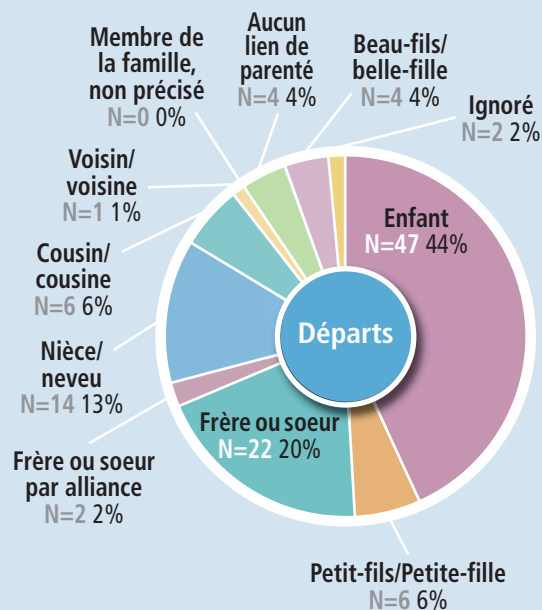
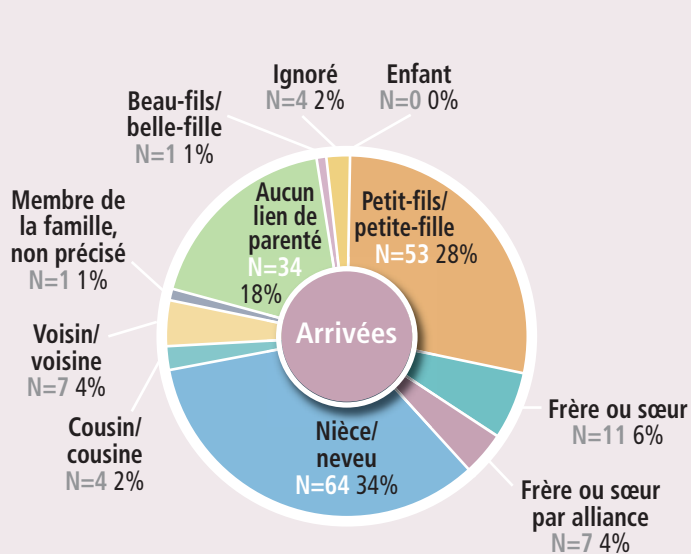


Figure 4: Cause de la séparation - volontaire/involontaire

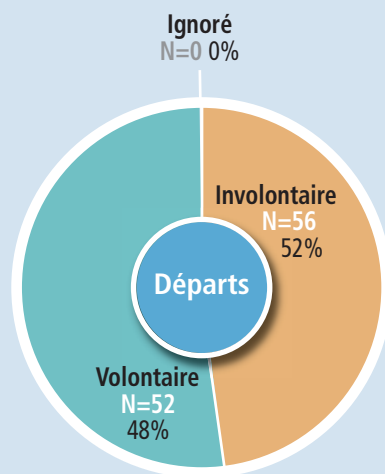
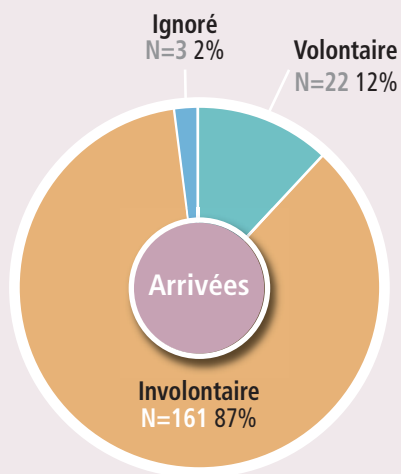


Figure 5: Raisons de la séparation

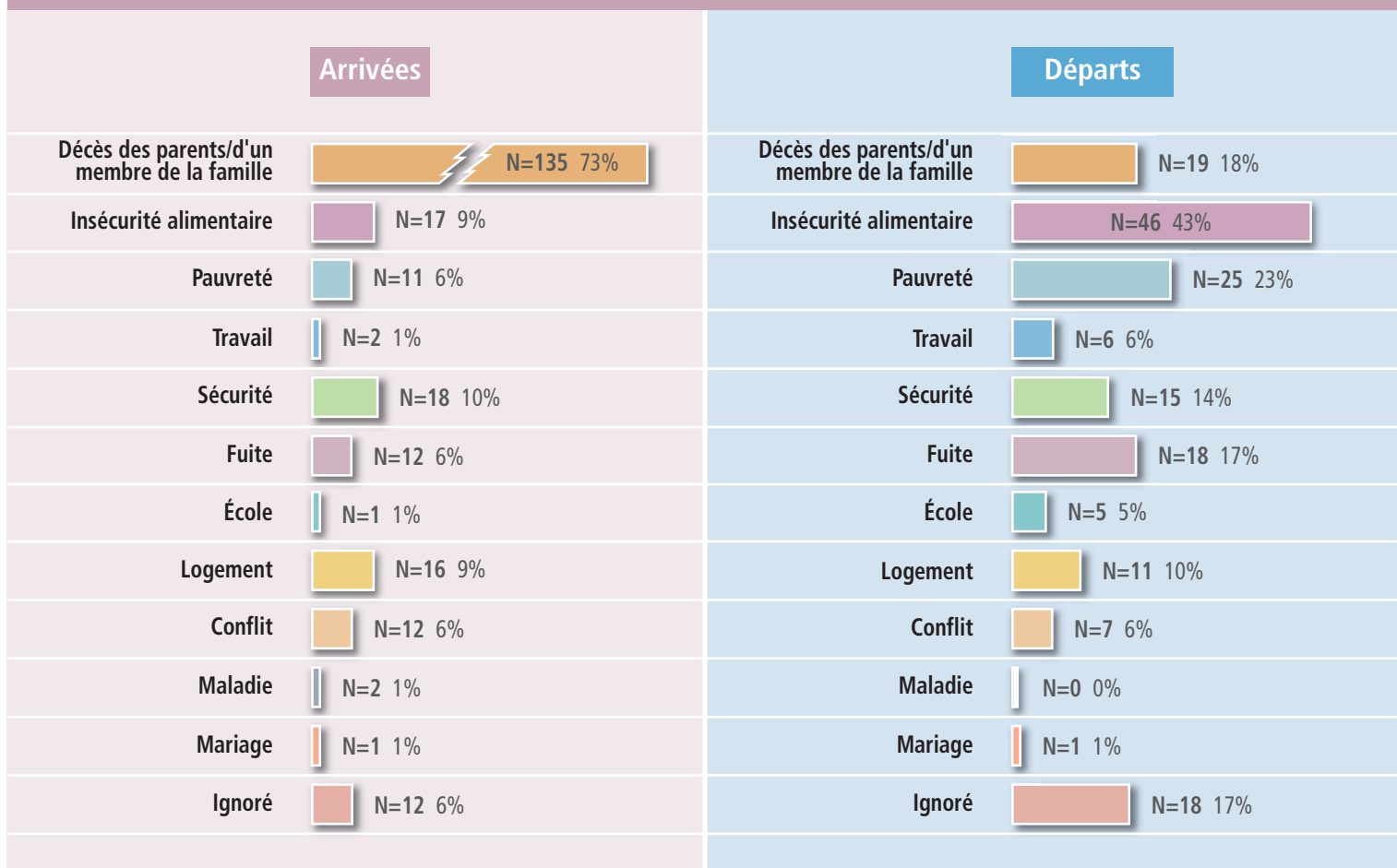
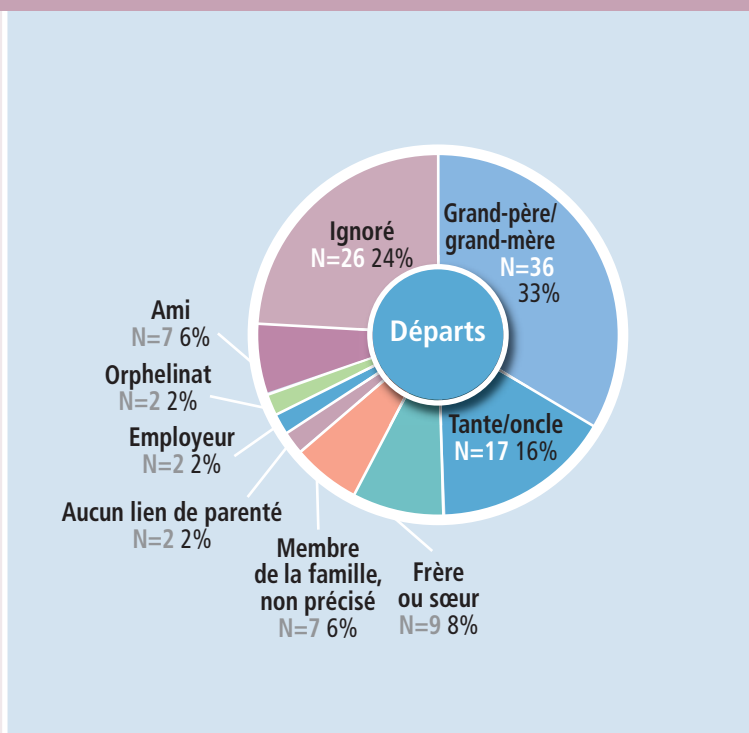


Figure 6: Personne actuellement chargée des enfants séparés



Discussion

Dans notre échantillon du Nord-Kivu, depuis décembre 2012, les arrivées d'enfants non accompagnés et séparés représentent une plus grande proportion que les départs. Cette tendance est particulièrement prononcée dans les villages mais elle est inversée dans les camps, la proportion de départs y étant beaucoup plus importante.

Les caractéristiques des arrivées et des départs diffèrent de plusieurs manières frappantes. Comparativement aux départs, les arrivées d'enfants très jeunes (0-4 ans) constituent une proportion beaucoup plus importante. La plupart des arrivées sont dues à des séparations involontaires et au moins partiellement liées au décès de parents ou de membres de la famille. En revanche, les départs comprennent une plus forte proportion d'enfants plus âgés (15-17 ans) et, dans de nombreux cas, le départ ferait partie d'un processus décisionnel intentionnel. De nombreuses raisons semblent avoir été prises en compte dans cette décision de départ, notamment l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la fuite. Le décès des parents ou de membres de la famille joue parfois un rôle dans les départs, mais beaucoup moins fréquemment que dans les arrivées.

Les informations sur les arrivées sont particulièrement intéressantes pour la prestation de services, car ces enfants et les personnes qui en ont la charge auront probablement besoin de services d'aide. Il est tout particulièrement important de noter, au moment d'envisager les activités programmatiques, que 68% des nouvelles arrivées ont moins de neuf ans. De plus, étant donné que tant d'arrivées sont liées au décès de parents ou de membres de la famille, envisager la réunification familiale pourrait ne pas être réaliste pour la plupart des enfants et des dispositions de protection de remplacement devront être trouvées ou soutenues au sein de la communauté.

Les informations sur les départs sont utiles pour les activités de prévention. Demander aux enfants de quitter le foyer en raison d'un manque de ressources ou de sécurité est une décision extrêmement difficile pour la famille. Une action doit être entreprise pour identifier les familles qui font face à cette décision et pour les aider avant la séparation.

La fréquence des cas d'enfants non accompagnés enregistrée pendant l'enquête est probablement sous-estimée. Il a été rapporté que sur tous les enfants issus des ménages étudiés, 1,87% (n=41) étaient des enfants qui arrivaient non accompagnés. Ce nombre est toutefois moins important que le nombre total d'enfants non accompagnés qui arrivent, car les ménages dirigés par des enfants, qui sont, par définition, des enfants non accompagnés, ont été exclus de notre échantillon pour des raisons déontologiques. Il a été rapporté que sur tous les enfants issus des ménages étudiés, 0,54% (n=11) étaient des départs d'enfants non accompagnés. Dans 26 cas de «départs», le type de prise en charge des enfants séparés était inconnu ou n'a pas été mentionné. Si l'on présume que ces enfants dont le statut de prise en charge est inconnu sont des enfants non accompagnés, la fréquence totale des cas d'enfants non accompagnés atteindrait 1,82%, mais il n'a pas été possible de le confirmer avec nos méthodes.

Essai de fiabilité

Outre l'enquête auprès des 522 ménages primaires décrits plus haut, nous avons également interrogé les répondants de ces ménages sur les deux ménages les plus proches d'eux. La méthode de voisinage part du principe que les voisins des répondants sont essentiellement aléatoires et représentatifs de la population générale, que les répondants sont conscients de la présence d'enfants non accompagnés et séparés au sein des ménages voisins et qu'ils n'ont aucune raison d'amplifier ni de diminuer le nombre d'enfants non accompagnés et séparés qu'ils connaissent. Nous avons effectué plusieurs sous-analyses pour tester ces hypothèses dans le contexte du Nord-Kivu.

Ventilation par type de ménage (répondants primaires et voisins)

Nous avons tout d'abord ventilé nos résultats par type de ménage, c'est-à-dire répondants primaires et voisins. Si les ménages primaires communiquaient des informations valables et fiables sur eux-mêmes et sur leurs voisins, nous nous attendions à ce que les résultats des ménages voisins soient très similaires à ceux donnés par les ménages primaires.

Des tests statistiques ont été réalisés pour quantifier la probabilité que les résultats soient identiques dans tous les groupes. Toutefois, nous avons trouvé des différences statistiquement significatives pour la plupart des valeurs comparées. Les répondants primaires avaient tendance, en particulier, à signaler une personne de moins dans les ménages voisins comparativement à leur propre ménage. La fréquence de la séparation avait également tendance à être plus faible chez les ménages voisins que chez les ménages primaires. Il est plausible que les répondants aient ignoré la composition détaillée des ménages voisins ou que le processus d'entretien ait provoqué chez eux une certaine lassitude les amenant à diminuer les nombres signalés chez leurs voisins, afin de mettre un terme à l'entretien.

Concordance entre voisins

Outre notre principal échantillon d'enquête, nous avons également sélectionné un sous-échantillon de 44 paires de voisins afin d'évaluer plus directement la fiabilité des rapports faits par les répondants sur leurs voisins. Il a été demandé à un répondant de chaque ménage dans chaque paire de communiquer des informations sur leur propre ménage et sur le ménage voisin. Puis nous avons utilisé le test de Kappa pour calculer le niveau de concordance au sein des paires de voisins donnant des informations sur le même ménage. Le test de Kappa mesure la concordance lorsqu'elle dépasse ce qui peut être attendu du hasard uniquement.

Globalement, les résultats indiquent une concordance acceptable à modérée entre les ménages et leurs voisins pour la plupart des variables. Cependant, la concordance était moins bonne concernant la taille des ménages avant l'urgence, le nombre d'enfants vivant au sein du ménage avant l'urgence et le nombre de départs. Cela pourrait indiquer que les connaissances des répondants sur la composition passée de leurs ménages voisins sont plus limitées que leurs connaissances sur la composition actuelle de ces ménages. Cela pourrait être une considération importante, étant donné la longue période de rappel déterminée pour ce projet pilote.

Concordance entre informateurs

Une analyse de fiabilité similaire a également été réalisée afin d'évaluer la concordance entre différents répondants dans un ménage déterminé. Nous nous sommes demandé, en particulier, si les informations communiquées par les adultes concordaient avec les informations communiquées par les adolescents du même ménage. Il est largement reconnu que les enfants et les adultes ont des perspectives et des points de vue différents sur leur environnement, surtout sur les sujets qui concernent directement les enfants. Toutefois, la valeur potentielle des observations uniques des enfants doit être mise en balance avec les préoccupations de sécurité et de déontologie particulières qui entrent en jeu lorsque l'on implique des mineurs dans des discussions délicates. Les résultats obtenus au Nord-Kivu indiquent, en ce qui concerne les enfants non accompagnés et séparés, qu'il n'y a pas de grande différence entre les données recueillies auprès de répondants adultes et celles obtenues de répondants adolescents.

Résultats obtenus des entretiens avec des informateurs clés

Les entretiens avec des informateurs clés se sont déroulés parallèlement aux enquêtes sur 17 des 20 sites sélectionnés. Ces entretiens peuvent fournir des informations sur la nature de la séparation qui contextualisent, renforcent et complètent les résultats de l'enquête. Toutes les personnes interrogées ont confirmé le problème de la séparation familiale sur tous les sites sélectionnés et ont souligné le caractère forcé de la séparation qui, dans la majorité des cas, était causée par le conflit, la guerre et, par effet de conséquence, le décès des parents et de membres de la famille de ces enfants identifiés comme «arrivées» dans les ménages.

En réponse à une question spécifique sur les causes de la séparation, les répondants ont fourni des informations plus variées, et ont cité entre autres la maladie des parents ou le remariage (par exemple le mariage des mères avec des soldats aboutissant à l'exclusion des enfants du nouveau ménage) et la pauvreté (les enfants qui quittent le foyer pour trouver de la nourriture, s'éduquer, trouver un abri, gagner de l'argent, trouver de meilleures opportunités). Les enfants étaient également laissés dans les camps pendant que leurs parents retournaient dans leurs villages, ce qui les exposait encore davantage à la séparation.

Les informateurs clés ont également décrit les dispositions de protection mises en œuvre dans les communautés pour ces enfants non accompagnés et séparés: ces enfants étaient pris en charge par le chef de village lui-même [sur tous les sites visités, le chef était un homme], par des membres de la famille élargie ou par des familles d'accueil spontanées, ou bien ils vivaient seuls, dans des ménages dirigés par des enfants. Ce qui transparaît des entretiens, c'est le rôle central du chef de village dans la protection des enfants non accompagnés et séparés. Des exemples ont été donnés d'actions entreprises par le chef après avoir été informé d'un cas d'enfant non accompagné et séparé. Il peut s'occuper lui-même de ces enfants, trouver des familles d'accueil, assurer un suivi des soins et de la protection de ces enfants dans les familles d'accueil, mettre en route une recherche familiale (par différents moyens: signalements, radio, bouche à oreille), communiquer les informations, éviter d'autres séparations, et répondre aux besoins de base:

«Le chef communique les informations sur les enfants nouvellement séparés à la radio à Goma et attend des informations en retour sur la découverte possible de membres de la famille de l'enfant. Les informations sont communiquées au Chef de groupement et à la chefferie.»

Ces entretiens mentionnent aussi clairement l'ampleur de la protection communautaire suite à la séparation. Cela correspond aux résultats de l'enquête qui indiquent que les enfants identifiés comme *arrivés* vivent pour la plupart avec des membres de la famille: oncles, tantes, grands-parents, et que la majorité des enfants dans la catégorie des *départs* semblent être pris en charge par leur famille. Cela cadre également avec le modèle habituel de protection des enfants qui nous a été décrit par des agents humanitaires travaillant en RDC. Toutefois, la qualité de la prise en charge de ces enfants dans les familles élargies ou les familles d'accueil spontanées varie, comme l'illustrent les deux citations suivantes.

«En cas de décès des parents, un autre adulte s'occupera très bien de l'enfant. Il ou elle ne fera aucune différence entre cet enfant et ses propres enfants.»

«Les enfants séparés sont vulnérables dans la communauté... ils sont placés dans une situation désavantageuse dans les familles d'accueil et sont traités différemment des enfants de la famille.»

En général, les informateurs clés ont mentionné la situation «médiocre» dans laquelle se trouvaient les enfants non accompagnés et séparés dans leur communauté sur le plan de la pauvreté, du manque d'accès aux fournitures matérielles et aux services essentiels (santé, vêtements, nourriture, éducation, abri).

Les enfants qui dirigeaient des ménages n'ont pas été interrogés mais les informateurs clés ont été interrogés sur ces enfants lors d'entretiens. Les informateurs clés ont décrit la situation précaire de ces enfants, leurs stratégies de survie et les risques de protection supplémentaires auxquels ils faisaient face, un détail qui n'a pas été révélé par l'enquête. Par exemple :

«...ils vont chercher du bois de chauffage dans le Parc des Virunga pour survivre. Ces enfants risquent de se faire violer dans ce parc puis de tomber malades. Certains se prostituent parce que la vie est chère et qu'ils doivent survivre. Les filles prostituées peuvent tomber enceintes.»

Une question supplémentaire a été posée sur l'existence d'établissements de prise en charge sur les sites sélectionnés. Dans tous les villages, les personnes interrogées ont indiqué que de tels établissements n'existaient pas, et que seule la prise en charge par la famille élargie ou par des familles d'accueil était possible. Des exemples d'institutions de prise en charge à Goma ont été donnés (par exemple des orphelinats), mais pas dans les villages de Nyiragongo. Les informations obtenues par les enquêtes montrent que certains enfants identifiés dans la catégorie des *départs* semblaient avoir quitté ces institutions.

Résultats obtenus des discussions de groupe avec les enfants non accompagnés et séparés

L'enquête basée sur une population fait appel aux répondants adultes pour estimer la taille et les caractéristiques de base de la population d'enfants non accompagnés et séparés en raison d'un «événement» d'urgence particulier. Des discussions de groupe avec des enfants non accompagnés et séparés sur les sites de l'enquête ont permis d'obtenir des informations complémentaires sur la séparation, provenant des enfants eux-mêmes, qui sont venues s'ajouter aux informations obtenues par l'enquête. Par exemple, un exercice de cartographie communautaire dans le cadre des discussions de groupe a révélé que les activités quotidiennes de certains de ces enfants comportaient des stratégies génératrices de revenu potentiellement dangereuses (transport de sacs au port, ramassage de bois de chauffage dans le parc la nuit, construction de maisons). Des informations complémentaires à celles fournies par les informateurs clés ont été obtenues, par exemple:

«Les enfants vont au Parc des Virunga à la demande d'autres personnes du camp pour y ramasser du bois de chauffage et ils se font payer 1 000 FF (1 USD). Comme le parc est loin, les enfants y dorment à la belle étoile et sont exposés à toutes sortes de risques: serpents, moustiques, violences sexuelles, homicide, manque de nourriture, fatigue et fraude. Parfois, les FDLR⁵ demandent aux enfants de leur donner tout le bois de chauffage qu'ils ont ramassé. Pour pénétrer dans le parc, ils doivent payer une taxe de 1 000 FF.»

Interrogés sur leurs activités nocturnes, les enfants ont révélé que certains n'étaient pas hébergés par un ménage la nuit et dormaient dehors. Ce point pourrait ne pas être mentionné par une enquête sur les changements survenus dans la composition des ménages seulement :

«Dormir dehors, sans abri ni endroit où vivre, dans de vieilles tentes ou devant la maison d'un voisin qui leur a donné à manger; des enfants dorment derrière l'église.»

Les opinions des enfants sur les endroits qu'ils évitent ou qu'ils considèrent comme dangereux, obtenues par le biais des activités de cartographie, représentent des messages de prévention importants pour les autres enfants non accompagnés et séparés en matière de protection:

*Dans le champ, seul: on peut se faire tuer ou violer là bas, ça arrive.
Près du lac: parce qu'ils ont peur des soldats et peuvent se faire violer.*

La description faite par les enfants de leurs besoins en tant qu'enfants non accompagnés et séparés rappelle le besoin d'assistance matérielle décrit par les informateurs clés: éducation, nourriture, vêtements, abri, moyens d'existence. Elle montre également comment les enfants «manœuvrent» pour obtenir cette aide, par exemple en jouant avec des enfants sachant qu'ils ont des parents, afin de recevoir de la nourriture à la fin de la journée et:

«La routine quotidienne est de se promener dans le village, de chercher de la nourriture, des vêtements et des personnes bien disposées à les aider. La routine est aussi d'aider les gens en échange de nourriture.»

⁵ Forces Démocratiques de Libération du Rwanda

En réponse à une question sur les personnes vers qui les enfants non accompagnés et séparés se tournent, avec qui ils passent du temps et qui sont au courant de leur situation dans leur communauté, les enfants ont mentionné les prêtres, les voisins, le chef de village, les familles d'accueil et les ONG. Cette réponse justifie la décision d'utiliser les voisins comme répondants à l'enquête. Certains enfants non accompagnés et séparés ont indiqué qu'ils passaient du temps avec les soldats: *«les soldats accueillent les enfants sur leur base, leur donnent à manger et les enfants les aident à faire certains travaux»*. Cela constitue d'autres risques de protection potentiels pour les enfants ayant besoin d'aide matérielle.

Bien que les informations données lors de ces discussions de groupe soient informelles et ne prétendent pas être statistiquement représentatives de tous les enfants non accompagnés et séparés dans la zone étudiée, elles contribuent néanmoins à notre compréhension de la nature de la séparation en contexte et mettent en relief certaines limites des autres outils de collecte de données.

Apprentissage et implications

L'essai de la méthode d'estimation basée sur une population au Nord-Kivu a permis d'identifier certains domaines d'apprentissage clés ayant des implications pour un développement et des essais plus amples sur le terrain. Chaque domaine d'apprentissage est décrit ci-dessous et présenté avec une recommandation pour un essai futur.

1. Durée de la période de rappel

La méthode d'estimation basée sur une population vise à estimer la fréquence de la séparation liée à une urgence distincte à un moment spécifique. Dans une urgence prolongée et complexe, comme celle du Nord-Kivu, où de nombreux groupes armés opèrent, l'identification d'une «urgence distincte» touchant de nombreuses communautés a présenté des difficultés. Lors de discussions entre Save the Children, ses partenaires et des membres de la communauté, il a été considéré que la prise de Goma par le M23 en décembre 2012 représentait le point de mesure de référence le plus approprié pour le projet pilote, car il avait touché toutes les communautés visitées et serait encore présent à la mémoire des habitants. Cependant, cet «événement» d'urgence s'est produit 18 mois avant la collecte des données, ce qui a accru la possibilité d'inclure, dans notre exercice de mesure, les séparations non liées à ce pic particulier du conflit.

Recommandation: trouver une situation d'extrême urgence récente pour le prochain essai de la méthode d'estimation. À l'origine, cette méthode était censée être utilisée dans les situations d'extrême urgence. Le fait d'avoir une période de rappel plus courte pourrait réduire la communication de fausses informations et rendre compte des séparations liées à l'urgence avec une plus grande précision.

2. Durée et format de l'outil d'enquête

Malgré les perfectionnements apportés avant la collecte de données, l'outil d'enquête prenait beaucoup de temps, pouvait être contraignant (par exemple joindre les cartes des ménages et les formulaires supplémentaires au principal formulaire d'enquête) et nécessitait un ensemble de compétences particulières pour sa bonne administration. En conséquence, beaucoup d'enquêteurs n'ont compris pleinement comment utiliser l'instrument d'enquête que quelques jours après le début du processus de collecte des données. Les enquêtes pouvaient durer de 30 à 90 minutes, selon la complexité des trois ménages couverts dans chaque enquête.

Recommandation : utiliser des tablettes pour l'enregistrement électronique des données dans le prochain essai en vue des pressions particulières pour produire des résultats en temps utile dans les situations d'extrême urgence.

3. Données recueillies par l'outil d'enquête

Le contenu de l'outil d'enquête a été revu sur la base de l'essai au Nord-Kivu et les lacunes ont été étudiées. Par exemple, il manquait des données sur le nombre de ménages dirigés par des enfants, qui est important pour l'estimation exacte du nombre d'enfants non accompagnés sur chaque site. De plus, les enfants vivant dans des établissements de prise en charge ne sont que partiellement pris en considération par l'outil d'enquête (enfants qui ont quitté le ménage et ont rejoint un orphelinat) et pourraient, dans certains contextes, représenter une grande partie de la population d'enfants non accompagnés et séparés. La mesure quantitative de la séparation volontaire ou involontaire, primaire ou secondaire, doit également être améliorée.

Recommandations

- **Modifier l'outil d'enquête: (a) ajouter des questions nous permettant de rendre compte, de manière quantitative, des séparations primaires par rapport aux séparations secondaires; (b) améliorer la formulation des questions sur les séparations volontaires et involontaires pour les clarifier; et (c) demander aux enquêteurs qui se rendent dans des ménages dirigés par des enfants d'enregistrer le nombre total d'enfants qui y vivent.** Cela nous fournira des données de base sur les enfants non accompagnés en évitant les questions déontologiques associées à l'interrogation de mineurs.
- **Envisager l'élaboration d'un ensemble d'outils supplémentaires pour rendre compte de l'existence et de l'étendue des mouvements vers les établissements de prise en charge suite à une urgence.**

4. Diversité des sites d'enquête

Du fait que nous n'avons étudié que 108 ménages dans quatre camps de PDI au Nord-Kivu, il est difficile de tirer des conclusions de nos données sur ces situations. Les personnes déplacées pourraient, par exemple, avoir des connaissances plus limitées sur leurs voisins, bien que nos données du Nord-Kivu ne semblent pas indiquer que ce soit le cas. Un plus large échantillon de camps ou de situations de personnes déplacées est nécessaire pour étudier ces éléments de manière approfondie. Cela nous permettra d'évaluer de manière plus détaillée la viabilité de notre méthodologie de mesure dans différents types de situations.

Recommandation: «alimenter» suffisamment l'étude afin de pouvoir ventiler par camp et village ou par situation de personnes déplacées et non déplacées dans le prochain essai (selon le contexte de l'essai).

5. Méthode de voisinage et répondants à l'enquête

L'utilisation de la méthode de voisinage dans l'essai en RDC a produit des résultats mitigés. Bien que la ventilation des résultats par type de ménage ait montré des différences significatives entre les répondants primaires et les voisins, les tests de Kappa ont indiqué une concordance en grande partie acceptable à modérée. De plus, nos résultats doivent être considérés en contexte. Rendre compte de la situation de voisins dans des urgences prolongées comme celle du Nord-Kivu pourrait être moins fiable que dans les situations d'urgence extrême récente avec des périodes de rappel plus courtes. De plus, comme indiqué plus haut, la lassitude des répondants pourrait avoir contribué à l'obtention de réponses incomplètes au cours des entretiens, en particulier pour le deuxième voisin (troisième ménage).

Recommandations

- **Tester la méthode de voisinage dans au moins un contexte supplémentaire dans lequel les répondants seront interrogés sur un voisin au lieu de deux.** Cette adaptation est censée raccourcir l'entretien et diminuer ainsi la lassitude des répondants. Comparativement aux enquêtes traditionnelles, l'utilisation d'un voisin améliore considérablement l'efficacité et réduit le temps et les coûts associés au recueil des informations.
- **Répéter l'analyse de fiabilité avec un sous-échantillon de voisins pour déterminer si les résultats sont similaires dans un nouveau contexte.**
- **Continuer à utiliser des adultes comme répondants primaires à l'enquête, mais répéter aussi l'analyse de fiabilité avec un sous-échantillon de répondants adolescents issus des mêmes ménages.**

